

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Prozess

**Les conséquences économiques et financières de l'association de la Suisse à Schengen. Rapport du Conseil fédéral en réponse au postulat 15.3896 (MCF 19.018)**

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Zumofen, Guillaume

## Bevorzugte Zitierweise

Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Les conséquences économiques et financières de l'association de la Suisse à Schengen. Rapport du Conseil fédéral en réponse au postulat 15.3896 (MCF 19.018), 2019.* Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 23.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Wirtschaft</b>	1
Wirtschaftspolitik	1
Wirtschaftsordnung	1

# Abkürzungsverzeichnis

**EDA** Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten

---

**DFAE** Département fédéral des affaires étrangères

# Allgemeine Chronik

## Wirtschaft

### Wirtschaftspolitik

#### Wirtschaftsordnung

BUNDESRATSGESCHÄFT  
DATUM: 15.02.2019  
GUILLAUME ZUMOFEN

Suite à l'adoption du postulat 15.3896, déposé par le groupe socialiste, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a rédigé un **rapport sur les conséquences économiques et financières de l'association de la Suisse à Schengen/Dublin**. Dans l'ensemble, le rapport conclut que la Suisse tire des avantages économiques et financiers de son association aux accords de Schengen et Dublin. Tout d'abord, la suppression des contrôles et des visas aux frontières intérieures favorise l'économie, la place scientifique et la destination touristique helvétique. Dans le rapport, un retrait des accords entraînerait des pertes de revenu annuelles entre CHF 4,7 et 10,7 milliards. En outre, il est précisé qu'un tel retrait ralentirait également les exportations, notamment dans les régions frontalières et touristiques. Ensuite, le rapport a mis en avant un ratio coût-bénéfice des accords de Schengen/Dublin favorable à la Suisse. En effet, les coûts moyens annuels ont été évalués à CHF 53 millions pour l'exploitation et le développement des outils d'information dans le domaine de la sécurité, et les économies liées au domaine de l'asile à CHF 270 millions. De plus, un abandon des accords entraînerait obligatoirement des coûts supplémentaires estimés entre CHF 400 et 500 millions pour garantir la sécurité intérieure du pays. Finalement, le rapport a mis en avant le développement économique des régions frontalières grâce aux accords de Schengen/Dublin.<sup>1</sup>

BUNDESRATSGESCHÄFT  
DATUM: 21.03.2019  
GUILLAUME ZUMOFEN

Le **Conseil national a pris acte du rapport sur les conséquences économiques et financières de l'association de la Suisse à Schengen/Dublin**. Selon le rapport, les accords Schengen/Dublin ont permis à la Suisse d'épargner environ 220 millions de francs par année depuis 2012. Mais surtout, un retrait de ces accords aurait des conséquences économiques et financières chiffrées en milliards. L'ensemble des partis, sauf l'UDC, ont salué le bilan de ces accords. Le parti agrarien a d'ailleurs considéré que les estimations chiffrées du rapport étaient largement exagérées.<sup>2</sup>

---

1) Communiqué de presse du CF du 22.02.2018  
2) BO CN, 2019, pp.526 s.